



L'EFFET CACHE DE L'AFFAIRE CAHUZAC DANS L'OPINION

Déjà publiés

» N°81 : Libye : La menace islamiste a survécu à la « Révolution de Jasmin »

» N°80 : Les éléments d'analyses sur sur l'échec du référendum alsacien

» N°79 : François Hollande et les catholiques

» N°78 : Législative partielle dans la 2nde circonscription de l'Oise : un « front républicain » de moins en moins étanche

» N°77 : L'électorat des chasseurs : quand les fusils se rendent aux urnes

» N°76 : Benoît XVI : un bilan globalement positif pour les catholiques français

» N°75 : le développement de la formation professionnelle, un enjeu clé pour dynamiser l'emploi

» N°74 : La perception par les Français des mesures du gouvernement en faveur de la compétitivité

» N°73 : Quels enseignements tirer de la géographie des votes aux élections internes de l'UMP ?

» N°72 : Les Français et les sondages lors de la séquence électorale de 2012

» N°71 : L'impact électoral des candidatures féminines, de la diversité et du cumul des mandats sur les résultats du PS aux dernières législatives

» N°70 : Ces villes que le FN pourrait conquérir lors des municipales de 2014

» N°69 : Les Français face à la hausse des carburants

» N°68 : Les Français et le football

» Les récents aveux de Jérôme Cahuzac ont fait l'objet, au-delà de l'intense traitement médiatique, d'une prise en charge rapide dans le champ politique matérialisée à la fois par l'annonce présidentielle d'une série de mesures visant à moraliser la vie publique et par une stratégie de l'opposition consistant à affaiblir le pouvoir exécutif et ainsi faire de l'affaire Cahuzac une affaire d'Etat. Mais qu'en est-il de la digestion de cette onde de choc par l'opinion publique et surtout quels sont les effets de cette affaire sur les représentations des Français sur leur personnel politique ? A cet égard, on peut parler d'une continuité mais aussi d'un hiatus.

Une continuité en effet dans la mesure où, en dépit de ses singularités - aveux d'un ministre en exercice, mensonges successifs face aux plus hautes autorités de l'Etat... - l'impact de l'affaire Cahuzac sur l'opinion publique a engendré des effets attendus et déjà entrevus dans le passé. D'une part, la mise en examen de l'ancien ministre du budget a réactivé le doute de l'opinion sur l'intégrité du personnel politique hexagonal. En attestent les nombreux sondages révélant, comme après l'affaire Woerth, les affaires touchant Jacques Chirac à la fin de son septennat ou encore celles mettant en cause le parti socialiste des années 1992-1993, que la très forte majorité de Français juge les hommes politiques corrompus. D'autre part et de manière similaire aux autres affaires politico-financières de ces dernières années, l'affaire Cahuzac s'est traduite par une dégradation globale d'image touchant l'ensemble du personnel politique, et non le seul exécutif.

Néanmoins, le traitement de l'affaire Cahuzac par les acteurs médiatiques et politiques a contribué à forger un hiatus dans l'opinion, qui nous amène à relativiser fortement la portée de cet événement et à minimiser les tentatives de l'ériger en acte lourd du quinquennat de François Hollande. En effet, l'inscription sur l'agenda politico-médiatique de stratégies d'exploitation de cette affaire est apparue en décalage profond avec les attentes et préoccupations des Français, centrées sur les enjeux socioéconomiques et sur les réponses susceptibles d'être apportées par les pouvoirs publics face à la crise. Pour le dire autrement, l'effet de loupe médiatique autour de l'affaire Cahuzac et de la moralisation de la vie publique n'a pas fait disparaître l'angoisse sociale à l'œuvre dans l'opinion, les affaires comme la probité du personnel politique intervenant secondairement. Un récent sondage Ifop pour Atlantico montre ainsi que 70% des Français estiment que le gouvernement parle trop de la moralisation de la vie publique et pas assez de leurs préoccupations économiques et sociales. Et ce sont bien sûr plus que jamais ces questions socioéconomiques qui constituent le prisme majeur à l'œuvre dans l'opinion pour juger l'action des politiques.

Dans ce cadre, la crainte chez certains commentateurs de voir, après l'affaire Cahuzac, s'installer durablement dans l'opinion un sentiment de « tous pourris » dans le rapport des Français aux responsables politiques est beaucoup moins fondée que la perspective de voir s'enraciner un « tous impuissants », un « tous incapables » de trouver des solutions face à la crise ou d'améliorer la vie des Français. De ce point de vue, l'affaire Cahuzac, en ce qu'elle révèle à ce stade un possible dysfonctionnement dans la machine gouvernementale (via notamment l'interrogation sur l'ignorance des agissements de J. Cahuzac), ne peut que renforcer le sentiment d'un pouvoir à la peine pour agir efficacement et sereinement au redressement du pays. Il importe dès lors pour l'exécutif de refermer cette parenthèse relative à la moralisation de la vie publique afin de faire à nouveau coïncider l'agenda gouvernemental avec celui des Français, tout en réaffirmant la cohérence, la capacité d'agir du gouvernement et d'obtenir des résultats sur le terrain économique. Il s'agit par-là de prévenir le risque de voir s'installer dans l'opinion un soupçon de tromperie, prospérant sur la vision d'un personnel politique auto centré et s'occupant davantage de sa régulation que des difficultés quotidiennes des Français.

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.
Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Frédéric Dabi – Directeur Général Adjoint de l'Ifop
frederic.dabi@ifop.com